



©ERIC DURAND



©ERIC DURAND

Les paris sont ouverts

Sommaire

Médicament en France :
le système conventionnel plébiscité p. 36

Portrait :
premier prix de conduite p. 44

Christian Lajoux, président du Leem :
« Une politique pragmatique, des résultats probants » p. 46

Claude Le Pen, professeur d'économie
de la santé à Paris-Dauphine :
« Le modèle français doit encore évoluer » p. 48

Génériques :
une politique cohérente et performante p. 50

International :
régulation des prix, la martingale introuvable p. 52

Paroles d'experts p. 54

Il part fin novembre, peut-être remplacé par l'actuel directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS), Jean Marimbert. Noël Renaudin, dont la décennie d'action et les qualités relationnelles sont plébiscitées par l'industrie pharmaceutique, ouvre le bal d'un vaste « mercato » dans le monde de la santé. Certains affirment qu'il pourrait rejoindre la Haute autorité de santé (HAS), où pas moins de quatre places de « sages » se libèrent. Le premier d'entre eux, Laurent Degos, pourrait être remplacé par l'actuel Directeur général de la santé (DGS), Didier Houssin. A l'AFSSAPS, on parle de Françoise Weber, en charge de l'Institut de veille sanitaire (InVS). Autre partant, Etienne Caniard, l'un des piliers du Collège de la HAS, attend que Jean-Pierre Davant soit éventuellement nommé à la présidence du Conseil économique, social et environnemental (CESE) pour occuper le fauteuil de président de la Mutualité Française. Et, bien sûr, de nombreux noms circulent pour le maroquin de la Santé : Valérie Péresse, Xavier Bertrand, Philippe Douste-Blazy, Nathalie Kosciuzko-Morizet...

Au jeu des pronostics, chacun sait qu'il vaut mieux miser le plus tard possible. Il est fréquent que le nom le plus fréquemment cité n'ait été lâché que pour brouiller les pistes. Pour les décideurs du monde de la santé, le choix du ministre est d'autant plus déterminant qu'il conditionnera en partie la redistribution des cartes à la tête des institutions sanitaires. Difficile, en effet, d'imaginer que le président de la HAS, le nouveau DGS ou le patron du CEPS soient désignés sans l'aval du nouveau ministre.

Quel que soit le casting final, il est souhaitable que le changement des têtes d'affiche n'ait pas d'incidence sur le fonctionnement du système. Comme le montre notre dossier, les acteurs de la pharmacie ont besoin de conserver des règles du jeu stables, une lisibilité à long terme, afin de parfaire leur plan d'action et leur modèle de développement. ■

Hervé Réquillart
Directeur des rédactions de *Pharmaceutiques*